

**DOSSIER DE DEMANDE
DE SUBVENTION**

Cadre réservé au service

Dossier reçu le

Proposition de la commission concernée :

€

A RETOURNER EN MAIRIE AVANT LE **31 JANVIER 2027 AU PLUS TARD**

A – L’ORGANISME

NOM DE L’ASSOCIATION

.....
.....

OBJET DE L’ASSOCIATION

.....
.....
.....

SIEGE SOCIAL

Rue

Code postal Commune

N° tel courriel.....

Nombre de membres : Nombre d’adhérents :

Nombre d’adhérents habitant Corzé :

B – LES STATUTS

Association Loi 1901

oui non

Numéro d’enregistrement à la Préfecture :

Date :

Date de parution au journal officiel :

Si les statuts ont été modifiés :

- date de la modification
- objet de la modification

Association reconnue d’utilité publique oui non

Date : numéro de décret :

Votre association est agréée : oui non

Date : numéro d’agrément :

Autre agrément : oui non

Date : numéro d’agrément :

Autorité administrative :

C – LE CORRESPONDANT OU GESTIONNAIRE

Nom.....
Prénom.....
Fonction dans l'association.....
Adresse
.....
Téléphone.....
courriel.....

D – LES RESPONSABLES

FONCTION	NOM PRENOM	ADRESSE	TELEPHONE
PRESIDENT			
VICE-PRESIDENT			
SECRETAIRE			
TRESORIER			

E – RENSEIGNEMENTS BANCAIRES

Nom de la banque.....	
Code de la banque.....	code guichet.....
Numéro de compte.....	clé.....

F – LES ACTIVITES DE L'ASSOCIATION

Compte-rendu de l'année écoulée

Activités habituelles

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Nom de l'association :
Numéro de SIRET / SIREN :
Période du bilan :
Nombre d'adhérents :

Activités particulières

.....
.....
.....
.....

Principaux partenaires

.....
.....
.....
.....

Récapitulatif des publics concernés par vos activités (nombre de personnes, type de public) :

.....
.....
.....
.....

Pour les activités particulières (nombre de personnes, type de public) :

Projets pour l'année à venir :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

COMPTE DE RÉSULTAT – ANNÉE EN COURS

CHARGES		PRODUITS	
Achats		Vtes de produits finis, prestations de services	
Prestations de service		Marchandises	
Matières et fournitures		Prestations de service	
Alimentation		Produits des activités annexes	
Services extérieurs		Subventions	
Locations		Etat	
Entretien		Région	
Assurances		Département	
Divers		Commune	
Autres services extérieurs		CNASEA	
Honoraires		Partenariats	
Publicité			
Déplacements, missions			
Frais PTT			
Impôts et taxes		Autres produits de gestion courante	
Impôts et taxes sur rémunération		Cotisations	
Autres impôts et taxes		Autres	
Charges de personnel		Produits financiers	
Salaires			
Charges		Produits exceptionnels	
Autres charges gestion courantes		Reprise sur amortissement et provisions	
Charges exceptionnelles			
Dot amort, prov et engagement			
Charges financières			
Total de l'année		Total de l'année	
Déficit cumulé des années antérieures		Excédent cumulé des années antérieures	
TOTAL CUMULE		TOTAL CUMULE	

Situation des comptes en fin d'exercice :

Caisse		emprunts	
Comptes (banque, postal, livret		Dettes à payer	
créances à recevoir			
total de l'actif (A)		total du passif (B)	

Situation nette de fin d'exercice A-B

Le Président¹,

Le Trésorier¹,

Cachet de la structure ,

(1) Nom et signature précédée de certifié exact

BUDGET PRÉVISIONNEL

CHARGES		PRODUITS	
Achats		Vtes de produits finis, prestations de services	
Prestations de service		Marchandises	
Matières et fournitures		Prestations de service	
Alimentation		Produits des activités annexes	
Services extérieurs		Subventions	
Locations		Etat	
Entretien		Région	
Assurances		Département	
Divers		Commune	
Autres services extérieurs		CNASEA	
Honoraires		Partenariats	
Publicité			
Déplacements, missions			
Frais PTT			
Impôts et taxes		Autres produits de gestion courantes	
Impôts et taxes sur rémunération		Cotisations	
Autres impôts et taxes		Autres	
Charges de personnel		Produits financiers	
Salaires			
Charges		Produits exceptionnels	
Autres charges gestion courantes		Reprise sur amortissement et provisions	
Charges exceptionnelles			
Dot amort, prov et engagement			
Charges financières			
Total de l'année		Total de l'année	
Déficit cumulé des années antérieures		Excédent cumulé des années antérieures	
TOTAL CUMULE		TOTAL CUMULE	

Le Président¹,

Le Trésorier¹,

Cachet de la structure ,

(1) Nom et signature précédée de certifié exact

G – LA DEMANDE DE SUBVENTION

● Subvention de fonctionnement

Pièces à joindre impérativement pour que votre demande soit instruite :

- bilan financier provisoire N (le définitif sera à fournir avant l'éventuel versement de la subvention)
- budget prévisionnel N+1
- RIB au nom de l'association

Montant demandé : €

Subventions d'autres organismes :

Organisme	Montant obtenu l'exercice précédent	Montant demandé au titre de l'exercice concerné
.....
.....
.....

Budget prévisionnel de fonctionnement de l'exercice, montant..... €

Montant total des aides publiques obtenues au cours des trois derniers exercices..... €

● Subvention pour une action spécifique

Intitulé de l'action, du projet ou de la manifestation :

.....
.....
.....

Montant demandé : €
Montant total du projet : €

Plan de financement du projet :

Dépenses		Recettes	
Description	Montant	Description	Montant

Description et objectifs

A quelle compétence de la Commune de Corzé rattachez-vous votre projet ?

En quoi le projet est-il d'intérêt communal ?

Quel est le public visé (catégories, nombre estimé...) ?

Est-ce un projet que vous avez déjà mené à bien au cours des années passées oui non

Si oui, quand ?

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (NOM, Prénom du représentant légal de l'association)

Nom de l'association

Déclare que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements y afférant ;

Certifie exactes les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subvention introduites auprès d'autres financeurs publics ;

Demande une subvention d'un montant de €.

Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal

Fait à Le

Cachet de l'association

Signature

ATTENTION : Toute fausse déclaration est passible de peine d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du Code Pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.